

« Pourquoi le projet du terminal 4 de Roissy doit être stoppé »

TRANSPORT AÉRIEN

Par **Valérie Péresse**, PRÉSIDENTE
DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

La crise du Covid-19 a été brutale pour le secteur aérien. L'Association internationale du transport aérien, qui prédisait en 2019 un doublement du trafic tous les quinze ans, annonce un trafic pour 2020 en dessous de celui de 2005 et un retour à la situation antérieure pour 2024, au mieux. Conséquences : tous les acteurs du secteur sont contraints d'abandonner leurs plans de développement et d'assurer leur survie, entre perfusion par les autorités publiques et réductions de coûts. Ils affichent aussi une volonté d'accélérer leur transformation écologique. S'il ne doit pas être le seul à agir, le transport aérien ne peut s'exonérer d'une action plus résolue face à ces grands défis.

En écho à la préoccupation de nombreux Franciliens, la Convention citoyenne pour le climat a ainsi mis en question les projets de développement d'aéroports, dont celui du T4 à Roissy, porté par Aéroports de Paris, pour un coût supérieur à 7 milliards d'euros et qui prévoit d'accueillir 40 millions de passagers en plus au-delà de 2030.

Loin de certaines caricatures, rappelons que le T4 est prévu dans les emprises actuelles de l'aéroport sans création de nouvelles pistes, et sans consommation supplémentaire d'espaces naturels. Son objectif est de permettre aux futurs passagers un accès direct à leur avion, sans emprunter des bus sur le tarmac. Améliorer le confort de ses voyageurs est essentiel pour maintenir l'attractivité d'un hub aéroportuaire et ses emplois. Cette attractivité passe d'ailleurs également par une meilleure desserte en transports de Roissy, avec l'automatisation du RER B et la construction de la ligne directe CDG Express.

Il n'en demeure pas moins que le projet de T4 a fait l'objet récemment d'un avis critique de l'autorité environnementale chargée de l'examiner. Plus encore, la pandémie due au coronavirus remet en cause l'utilité même du projet. Comment imaginer un débat public éclairé alors que le trafic aérien est totalement effondré pour plusieurs années, ce qui soulève des incertitudes sur l'avenir du secteur ? Comment susciter des échanges apaisés alors que l'avion est devenu un symbole de controverse écologique ? C'est pourquoi j'appelle aujourd'hui l'Etat et ADP à arrêter ce projet du T4 pour prendre le temps de repenser le monde aérien de demain. Il ne s'agit pas de prôner la décroissance et d'abandonner toute ambition pour Roissy, ce qui ne conduirait qu'à déplacer les long-courriers dans les aéroports des pays voisins en sacrifiant nos emplois. Mais nous devons en revanche accepter de revoir notre modèle de croissance permanente d'un trafic aérien trop bruyant et polluant.

Profitons de cette période pour mettre autour de la table autorités publiques, aéroports, compagnies aériennes et acteurs de la filière aéronautique, afin d'établir la feuille de route d'un transport aérien conciliant compétitivité et respect de l'environnement. Toutes les pistes doivent être étudiées : mieux utiliser les infrastructures existantes avant d'en développer de nouvelles, revoir les redevances aéroportuaires pour inciter à un meilleur remplissage des vols et favoriser des avions plus propres et moins bruyants, améliorer l'intermodalité entre trains et avions, lancer une filière de production de carburants à base d'énergies renouvelables, accélérer enfin les investissements publics pour le développement des motorisations hybrides et électriques. La région Ile-de-France, première région aéronautique en Europe, est prête à soutenir la filière dans cette indispensable transformation écologique.

Le Parisien dimanche 2 août 2020